



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 13 – 31 mars 2023

## Sommaire

### Fait marquant

- Le gouvernement présente la mise à jour de sa stratégie *Net Zero*

### Climat & Energie

- Le *Climate Change Committee* dénonce une « décennie perdue » pour l'adaptation au changement climatique en Angleterre
- Les exigences en matière d'efficacité énergétique se durcissent pour la location des locaux commerciaux

### Environnement

- L'*Office for Environmental Protection* critique les manquements systématiques du gouvernement en matière d'évaluation du droit de l'environnement
- La taskforce sur le retour de la nature (*rewilding*) dans la ville de Londres publie ses recommandations

### Industrie

- Un projet de transport de carbone par trains pourrait voir le jour en Angleterre
- Le gouvernement publie sa réponse à la consultation sur le *zero emission vehicle (ZEV)* mandate dans le cadre de sa stratégie *Net Zero*

### Transports

- La *National Infrastructure Commission* considère que les progrès du gouvernement sont insuffisants dans la mise en œuvre de ses engagements en matière d'infrastructures
- La commission parlementaire des Transports publie son quatrième rapport sur la *National Bus Strategy*
- Dans le cadre de sa mise à jour de sa stratégie *Net Zero*, le gouvernement publie sa réponse à la consultation sur les carburants de synthèse (SAF)
- Le *DfT* publie les conclusions de l'enquête sur les services au sol dans les aéroports britanniques

## Fait marquant

### Le gouvernement présente la mise à jour de sa stratégie Net Zero

Le [Department for Energy Security and Net Zero](#) a publié jeudi 30 mars la mise à jour de sa stratégie Net Zero en réponse à l'injonction formulée par la Haute Cour de Justice dans son jugement du 18 juillet 2022, qui estimait que le gouvernement ne précisait pas suffisamment comment il comptait respecter le plafond d'émissions du 6<sup>ème</sup> budget carbone (2033-2037). Cette publication s'accompagne de celle de 43 autres documents divers (déclarations politiques, consultations, appels à projets) formant un corpus de plus de 2 800 pages au total. On y trouve notamment une mise à jour de la stratégie de sécurité énergétique, la réponse du gouvernement au rapport de l'ancien ministre de l'énergie Chris Skidmore, une nouvelle stratégie pour la finance verte, ainsi qu'un document de synthèse de l'ensemble, intitulé « [Powering Up Britain](#) ». Si les grands objectifs fixés par les documents précédemment publiés (*Net Zero Strategy* de 2021, *British Energy Security Strategy* de 2022, etc.) ne sont pas modifiés, les annonces du gouvernement se concentrent sur les décisions prises pour faire avancer les nombreux chantiers engagés. On peut retenir notamment l'annonce d'une réforme des règles d'aménagement du territoire pour accélérer le développement des infrastructures, la sélection des 8 premiers projets de capture de carbone et de stockage qui seront soutenus financièrement par le gouvernement, le lancement d'un fond de 160 M£ pour l'aménagement des infrastructures portuaires nécessaires au développement de l'éolien en mer flottant, la prolongation jusqu'en 2028 du *Boiler Upgrade Scheme* proposant jusqu'à 5 000 £ de subventions aux particuliers pour le changement de leur chaudière, le lancement de plusieurs consultations sur les fuites de carbone, sur les objectifs de vente des véhicules « zéro émission » imposés aux constructeurs automobiles d'ici 2030 ou encore sur les carburants aériens durables (cf. brèves *infra*). En revanche, le gouvernement n'a annoncé aucun financement supplémentaire au-delà des enveloppes déjà ouvertes. Selon le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt, qui a publié une [tribune dans le Times](#), le Royaume-Uni ne souhaite pas se lancer dans une course aux subventions et préfère concentrer les soutiens publics dans les secteurs où les avantages comparatifs du R-U sont les plus forts. Le *Climate Change Committee* s'est refusé à commenter ces nouvelles annonces pour l'heure et en publiera une analyse détaillée cet été dans son rapport annuel de progrès.

## Le chiffre de la semaine

+ 13,1 %

La [production automobile](#) britannique a augmenté de 13,1 % entre février 2022 et février 2023, selon les dernières données de la fédération britannique des constructeurs automobiles (SMMT). La production de voitures destinées au marché domestique a augmenté de 20,3 % sur la même période, celle des voitures destinées à l'export de 11,5 %. Selon la SMMT, la hausse de la production s'explique par une diminution des difficultés d'approvisionnement, en particulier pour les semi-

conducteurs. Les véhicules électriques, hybrides et hybrides rechargeables représentent par ailleurs 39,3 % des voitures produites en février. Les producteurs automobiles britanniques s'attendent pour la plupart à une poursuite de cette dynamique au cours des douze prochains mois. 80 % d'entre eux affirment cependant que les prix des intrants et leurs coûts salariaux ont augmenté au cours du dernier trimestre et estiment que le gouvernement doit intervenir pour limiter leurs coûts énergétiques. La production de véhicules à usage [commercial](#) a pour sa part diminué de 21,6 % entre février 2022 et février 2023, après près d'un an de hausse. Cette baisse devrait toutefois être temporaire, selon la SMMT.

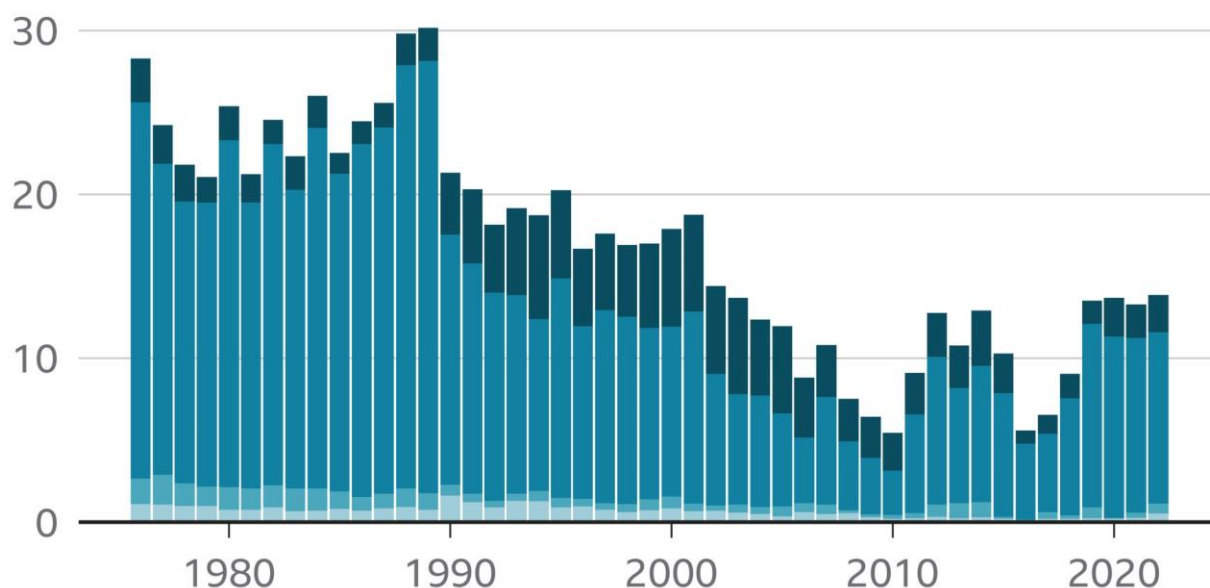


## Le graphique de la semaine

### New tree planting across the UK

Total number in thousand hectares, 1976-2022

■ England ■ Scotland ■ Wales ■ Northern Ireland



Source: Forestry Commission

BBC

Le couvert forestier du Royaume-Uni est de 13 %, l'un des plus bas d'Europe. Le gouvernement s'est engagé à mettre fin à la déforestation au R-U d'ici 2030 et s'est fixé pour objectif ambitieux de planter 30 000 hectares d'arbres par an d'ici 2025. Cependant, la plantation annuelle d'arbres n'a pas dépassé 15 000 hectares dans tout le pays depuis 2001. En juin 2022, l'organisme britannique

en charge des forêts avait averti qu'il n'y avait « *aucune chance* » que l'objectif fixé par le gouvernement soit atteint.

## Climat & Energie

**Flash** – Le [Crown Estate Scotland](#) a confirmé l'octroi de 13 concessions dans le cadre de son programme *Innovation and Targeted Oil & Gas* pour l'installation d'éoliennes en mer, d'une capacité cumulée de 5 GW, destinées à alimenter en électricité renouvelable des plateformes *offshore* de production d'hydrocarbures. Ces 13 concessions devraient rapporter au total 262 M£ au *Crown Estate Scotland*, qui les reversera en intégralité au gouvernement écossais.

**Flash** – Comme promis à la COP 26 par Greg Hand, alors secrétaire d'Etat chargé au climat, [l'accord de Paris a officiellement été étendu à l'Ile de Man](#).

**Flash** – Selon [Offshore Energies UK](#), 90 % des compagnies de production d'hydrocarbures réduisent leurs investissements du fait d'un environnement macroéconomique défavorable (inflation, difficultés de financement), de l'introduction de la taxe sur les profits exceptionnels (*Energy Profits Levy*) et de l'incertitude politique. Cette baisse des investissements pourrait représenter une perte de production équivalente à 500 millions de barils d'ici 2030.

**Flash** – Le nouveau Premier ministre écossais [Humza Yousaf](#) a souligné l'engagement du parti indépendantiste écossais SNP à accélérer les efforts de décarbonisation du pays, promettant de "*saisir les opportunités économiques et sociales du voyage vers Net Zero*".

**Flash** – Lors de la mise à jour de sa *Net Zero Strategy*, le gouvernement annoncé que huit projets de capture de carbone bénéficieraient de subventions à partir de 2027 sans mentionner le projet mené par [Drax](#). L'entreprise, dont la valeur des actions a chuté de 12 % jeudi, et le gouvernement ont annoncé le lancement de pourparlers pour éviter un déficit de financements entre 2027 et 2030 qui mettrait certainement fin au projet dont le coût est estimé à 2 Md£.

## Le *Climate Change Committee* dénonce une « décennie perdue » pour l'adaptation au changement climatique en Angleterre

Dans son dernier [rapport](#), le *Climate Change Committee* (CCC) juge que la stratégie d'adaptation au changement climatique du gouvernement britannique pour l'Angleterre manque aussi bien d'ambition et d'objectifs clairs que de financements, alors que le Royaume-Uni a enregistré pour la première fois des températures supérieures à 40°C l'été dernier. Même s'il note certains progrès (mise à jour des recommandations de température de chauffage des bâtiments, engagement à financer et piloter des actions de préparation des collectivités au changement climatique, rapportage accru des risques climatiques par les entreprises), le CCC estime que le gouvernement a un plan d'action crédible pour seulement 5 priorités parmi les 45 identifiées. Le rapport alerte également sur les risques encourus par la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement des entreprises britanniques aux événements climatiques extrêmes. Le gouvernement devrait présenter sa nouvelle stratégie nationale d'adaptation dans le courant de l'année 2023.



## Les exigences en matière d'efficacité énergétique se durcissent pour la location des locaux commerciaux

Des milliers de magasins et près d'un bureau sur douze à Londres pourraient ne plus être louables à compter du 1<sup>er</sup> avril, du fait de l'entrée en vigueur de [nouvelles règles en matière d'efficacité énergétique](#). En effet, tous les locaux commerciaux (y compris les magasins, bureaux et entrepôts) devront avoir un certificat énergétique (EPC) E ou meilleur (pour mémoire, ces certificats vont de A à G). Les personnes qui loueraient un bien ne respectant pas cette norme minimale pourraient être nommées (« *name and shame* ») et devoir payer une amende pouvant aller jusqu'à 150 000 £. Il existe toutefois des dérogations, notamment si les travaux d'amélioration énergétique des logements ne peuvent pas être rentabilisés en moins de 7 ans ; par ailleurs, l'interdiction de locations ne s'appliquerait pas aux baux en cours. La contrainte sera renforcée dès 2027, avec une interdiction de louer des biens commerciaux dont le certificat serait moins bon que C ; selon *BNP Paribas Real Estate*, 8 % des propriétés commerciales à Londres auraient un certificat inférieur à E, mais 51 % d'entre elles auraient un certificat inférieur à C.

## Environnement

**Flash** – Le ministère chargé de l'environnement et de l'agriculture (DEFRA) a annoncé que l'interdiction d'utiliser du compost issu des tourbières dans le secteur horticole n'entrera en vigueur qu'en 2030 pour les professionnels, alors que ces produits seront interdits pour les particuliers à compter de 2024. Selon le [Wildlife Trust](#), la destruction des tourbières serait responsable de l'émission de 31 MtCO<sub>2</sub> au total depuis 1990.

**Flash** – La pollution et le changement climatique menaceraient la [population d'ombles](#) dans le lac de Windermere (le plus grand d'Angleterre). La baisse très importante constatée résulterait notamment des rejets d'eaux usées et des épandages agricoles, qui favorisent le développement des algues vertes.

**Flash** – Une [fuite de fluides](#), dont du pétrole, issue d'une exploitation pétrolière terrestre de l'entreprise française *Perenco*, a pollué une partie de la baie de Poole (sud de l'Angleterre), entraînant l'inquiétude de plusieurs ONG ainsi que des manifestations de militants d'*Extinction Rebellion*.

## L'Office for Environmental Protection critique les manquements systématiques du gouvernement en matière d'évaluation du droit de l'environnement

Dans son dernier [rapport](#), l'Office for Environmental Protection (OEP), l'autorité publique chargée de veiller à la bonne application du droit de l'environnement au R-U, souligne les entorses des administrations britanniques au principe général d'évaluation des nouvelles lois touchant au droit de l'environnement, y compris lorsque ces évaluations sont prévues par la loi. A titre d'exemple, le ministère chargé de l'environnement n'a jamais publié ses évaluations avant les

échéances fixées, prenant régulièrement des mois, voire des années, de retard (jusqu'à 4 pour l'introduction de la loi sur les informations liées à l'énergie). Selon l'OEP, ces manquements portent atteinte au principe de redevabilité du gouvernement et risquent d'affaiblir les standards de protection de l'environnement.

## La taskforce sur le retour de la nature (rewilding) dans la ville de Londres publie ses recommandations

Missionnée en 2022 par le maire de Londres Sadiq Khan, la taskforce sur le retour de la nature a publié son [rapport](#). Elle recommande notamment de lancer un projet de restauration de la nature de grande envergure, de soutenir des projets de plus petite envergure (« *stepping stones* ») et de promouvoir l'engagement des habitants pour la protection de la nature. Pour mémoire, Londres a déjà plus de 1 600 sites protégés, couvrant près de 20 % de la surface de la ville.

## Industrie

**Flash** – Le ministre fantôme travailliste en charge du Net Zero, [Ed Miliband](#), accuse le gouvernement de défaitisme face aux subventions américaines de l'*Inflation Reduction Act*. Il a indiqué que « *Alors que les États-Unis et l'Europe prennent de l'avance dans la course mondiale à l'industrie verte, nous sommes assis dans les vestiaires à nous plaindre des règles. Le syndrome du mauvais perdant ne fera gagner aucun emploi à la Grande-Bretagne* ».

**Flash** – Le directeur, sur le départ, de la multinationale britannique de services financiers *Legal and General* (L&G) a affirmé, dans un entretien au *FT*, que la politique de [levelling up](#) avait « échoué », une situation qui risque selon lui d'empirer avec les difficultés récentes de certaines banques. Il estime que les réglementations financières devraient être modifiées pour encourager les assureurs et les fonds de pension à investir en-dehors de Londres afin de réduire les inégalités régionales.

**Flash** – La participation des chercheurs britanniques au programme de recherche [Horizon Europe](#) – une possibilité ouverte par la signature d'un accord entre l'UE et le R-U sur le protocole nord-irlandais – pourrait ne pas voir le jour, le R-U demandant à ce que ses contributions financières soient revues à la baisse. Selon le gouvernement britannique, le fait que le R-U intègre le programme avec deux ans de retard diminuerait les retours financiers qu'il peut en attendre.

## Un projet de transport de carbone par trains pourrait voir le jour en Angleterre

Les entreprises *Enfinium Ferrybridge*, qui produit de la biomasse à partir de déchets ménagers, et *Navigator Terminals*, qui propose des sites de stockage de liquides, ont signé un *memorandum of understanding* (MoU) pour développer le projet « [Rail to Zero](#) ». Le CO<sub>2</sub>, capturé à partir de la production d'*Enfinium*, serait transporté par train depuis le West Yorkshire vers les installations de *Navigator* situées dans le Teeside. Le CO<sub>2</sub> serait ensuite stocké de manière permanente sous la mer

du Nord. Selon *Enfinium*, dont la production alimente en électricité environ 400 000 foyers britanniques par an, ce projet pourrait permettre de retirer de l'atmosphère environ 700 000 tonnes de carbone chaque année. Le procédé pourrait même se traduire par des « émissions négatives » si la quantité de CO2 capturé est supérieure à celle issue de la production de biomasse.

## Le gouvernement publie sa réponse à la consultation sur le zero emission vehicle (ZEV) mandate dans le cadre de sa stratégie Net Zero

Le [ZEV](#), qui doit entrer en vigueur début 2024, vise à imposer aux constructeurs automobiles un pourcentage minimum de ventes de véhicules zéro émissions. L'introduction du ZEV s'inscrit dans la stratégie britannique du transport routier avec l'interdiction de la vente de voitures et utilitaires thermiques neufs d'ici 2030 et hybrides, d'ici 2035 (les délais pour les poids lourds étant moins contraignants). Prenant en compte les avis issus de cette consultation, le gouvernement revoit légèrement à la hausse les pourcentages prévus pour les véhicules utilitaires qui devaient initialement augmenter moins rapidement que pour les voitures. Entre 2024 et 2026, les constructeurs pourront procéder à des échanges des certificats ZEV sur le modèle des quotas de carbone. Le DfT a publié une nouvelle [consultation](#) présentant les propositions du gouvernement concernant les constructeurs soumis au *ZEV mandate*, son fonctionnement et les « souplesses » proposées pour son application, ainsi que la manière dont les véhicules thermiques et hybrides seront réglementés afin de s'assurer que leurs émissions de CO2 n'augmentent pas.

## Transports

**Flash** – Deux groupes d'intérêt (*GALBA*, opposés à l'extension de l'aéroport de Leeds-Bradford, et l'ONG *Possible*) ont obtenu d'[être entendus par un juge](#) de la Haute Cour britannique, qu'ils souhaitent convaincre de l'illégalité de la stratégie *Jet Zero* publiée par le gouvernement britannique en août 2022, considérant que celle-ci n'est pas réaliste, dès lors notamment qu'elle ne prévoit aucune mesure pour réduire l'utilisation de l'avion.

**Flash** – Selon un [rapport](#) du *National Audit Office* (NAO), le coût de la rénovation de la gare d'Euston, futur terminus de la ligne ferroviaire [HS2](#), devrait coûter 4,8 Md£, soit deux fois plus que ce qui était prévu en 2020, date où le projet avait été révisé. Selon le NAO, le gouvernement et *HS2 Ltd* doivent prendre de nouvelles mesures pour construire « une gare abordable et viable ».

**Flash** – Selon une étude du cabinet de consulting néerlandais *CE Delft*, le R-U serait le premier pays européen en matière d'utilisation des [jets privés](#). En 2022, un jet décollait du R-U toutes les six minutes, le trajet Londres-Paris étant celui le plus souvent emprunté. *Greenpeace UK* a souligné que beaucoup de ces trajets pourraient être effectués en train voire, pour certains, en vélo au vu de la faible distance parcourue.

**Flash** – Le gouvernement lance une [consultation](#) sur un objectif de réduction de bruits pendant la nuit qui devrait s'appliquer aux aéroports d'Heathrow, Gatwick et Stansted à partir de 2025.



## La *National Infrastructure Commission* considère que les progrès du gouvernement sont insuffisants dans la mise en œuvre de ses engagements en matière d'infrastructures

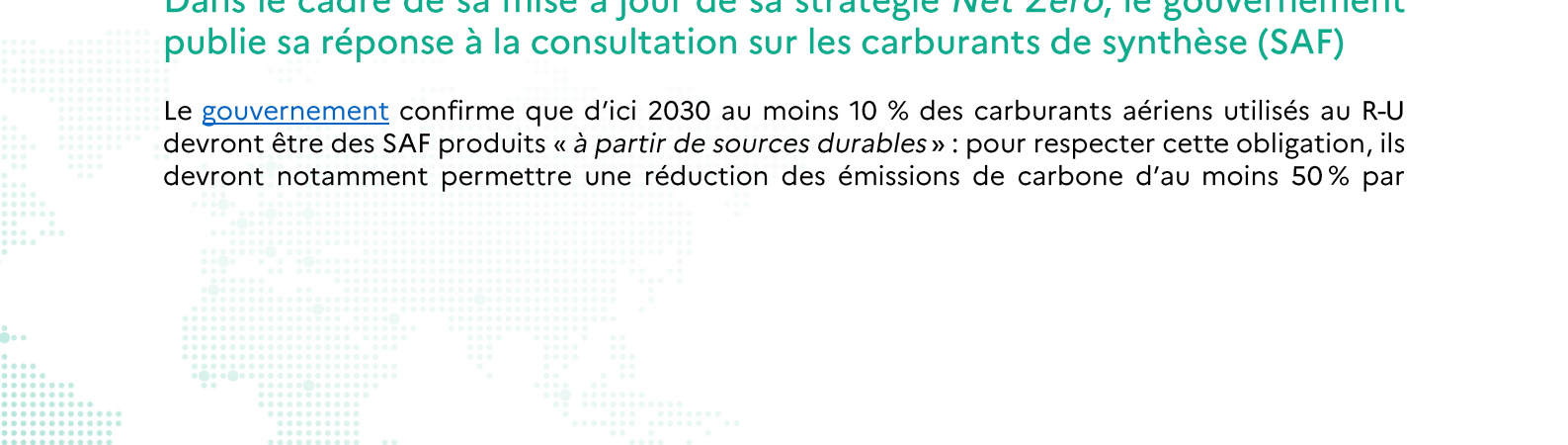
La *National Infrastructure Commission* a publié son [rapport annuel](#) d'évaluation des progrès du gouvernement dans la mise en œuvre de ses engagements en matière d'infrastructure. Le rapport estime que le R-U a besoin d'une politique d'infrastructure à long terme pour relever les défis auquel il est confronté (ralentissement de la croissance économique et lutte contre le changement climatique notamment). Il relève que des progrès ont été réalisés dans certains secteurs (déploiement du haut débit, production d'électricité renouvelable, poursuite de la mise en œuvre de la décentralisation et élaboration de plans pour améliorer l'approvisionnement en eau) mais considère que le gouvernement n'est pas sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs et ses ambitions : une plus grande incertitude a été créée autour du calendrier de livraison de la ligne à grande vitesse HS2, les installations d'équipements améliorant l'efficacité énergétique sont trop faibles, une politique globale manque pour atteindre l'objectif sur la décarbonation du chauffage, les taux de recyclage continuent de plafonner et la consommation d'eau par personne reste trop élevée. La Commission recommande au gouvernement d'intégrer quatre principes clés dans l'élaboration de ses politiques au cours de la prochaine année : développer ses capacités pour définir et sur des objectifs à long terme ; des interventions moins nombreuses, mais plus importantes et meilleures du gouvernement central ; déléguer le financement et la prise de décision aux zones locales ; supprimer les obstacles à la mise en œuvre sur le terrain. Un [rapport de la Resolution Foundation](#) étudie également la faiblesse de l'investissement public au R-U.

## La commission parlementaire des Transports publie son quatrième rapport sur la *National Bus Strategy*

Cette stratégie, publiée en mars 2021, présentait des objectifs et financements publics ambitieux pour améliorer les services de bus en Angleterre mais n'aurait pas encore produit les effets escomptés, selon le [rapport](#). De manière générale, le rapport invite le gouvernement à préciser comment seront mis en œuvre et financés les objectifs de la stratégie dans les mois et années à venir. Dans le détail, les parlementaires saluent les efforts des autorités locales pour produire des plans d'amélioration de leurs services de bus, condition de versement des aides du gouvernement, mais souligne que le ministère des Transports (DfT) n'aurait alloué qu'environ 1 Md£ dans ce cadre (alors que la stratégie annonçait une enveloppe de subventions de 3 Md£). Le rapport souligne que les petites collectivités locales sont pénalisées car l'octroi des fonds se fait via des processus d'appels d'offre souvent complexes. La commission estime également que l'objectif de 4 000 bus zéro-émissions en circulation d'ici 2024 ne sera pas atteint et invite le gouvernement à subventionner l'achat de ces bus et des infrastructures nécessaires à leur déploiement, en particulier dans les zones rurales.

## Dans le cadre de sa mise à jour de sa stratégie *Net Zero*, le gouvernement publie sa réponse à la consultation sur les carburants de synthèse (SAF)

Le [gouvernement](#) confirme que d'ici 2030 au moins 10 % des carburants aériens utilisés au R-U devront être des SAF produits « à partir de sources durables » : pour respecter cette obligation, ils devront notamment permettre une réduction des émissions de carbone d'au moins 50 % par





rapport au kérosène. Le « *SAF mandate* » s'appliquera à l'ensemble des fournisseurs de carburants aériens à partir de 2025 et fonctionnera via des certificats qu'ils pourront s'échanger. Les carburants éligibles comprennent les biocarburants produits à partir de déchets, les carburants à base de carbone recyclé (produits à partir de plastique ou de déchets gaziers industriels), et les carburants dits « *Power to Liquid* » (produits à via un procédé combinant électricité renouvelable, eau et capture). Le gouvernement a lancé une nouvelle [consultation](#) sur ce sujet afin de préciser les détails techniques de la mise en œuvre du *SAF mandate*.

## Le DfT publie les conclusions de l'enquête sur les services au sol dans les aéroports britanniques

Cette enquête avait été lancée par le [gouvernement](#) après que les aéroports britannique avaient enregistré de nombreux retards et annulations à l'été 2022. Le DfT a défini dix pistes d'action prioritaires notamment une collaboration renforcée entre le DfT, l'Autorité de l'aviation civile (CAA) et le secteur aérien pour définir et mettre en œuvre des normes minimales en matière de droits des passagers, de sécurité et de résilience du secteur. Le gouvernement propose également la création d'une fédération professionnelle représentant l'ensemble des personnels au sol et la création d'un groupe de travail qui réfléchira à comment « *s'adapter aux nouvelles exigences comme l'automatisation ou la décarbonation* ». Le *Generation Aviation Group*, qui rassemble des membres du gouvernement et des représentants du secteur aérien, poursuivra également ses travaux pour recruter et former les personnels au sol. Le gouvernement réalisera un bilan de ces mesures à la fin de l'été 2023 afin de décider si de nouvelles réglementations sont nécessaires pour faire respecter des normes minimum (par exemple en matière de temps d'attente des bagages).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : [londres.dgtresor.gouv.fr](http://londres.dgtresor.gouv.fr)